

LE DOPAGE, FARDEAU DE NOTRE SOCIÉTÉ DE LA PERFORMANCE ?

Richard Bouigue, Pierre Rondeau

18/07/2018

Le Tour de France, chaque année, suscite son lot de soupçons et de perplexité. Tous les coureurs du peloton seraient-ils touchés par le fléau du dopage, contraints par la cadence infernale imposée par le cyclisme de haut niveau ? Le dopage est-il le chemin naturel de la société de marché en quête continue de performances ? Les deux animateurs de l'Observatoire du sport de la Fondation analysent cet enjeu majeur pour le sport et la santé publique.

Le coureur québécois, Antoine Duchesne, **reconnaissait** lui-même que «la triche fait partie de la personnalité humaine. [...] Vouloir éradiquer le dopage est presque utopiste, tout le monde veut gagner, tout le monde veut remporter des titres et des trophées, et pour atteindre ce but, on triche». D'ailleurs, le champion britannique Christopher Froome, vainqueur du Tour à quatre reprises, a été soupçonné de dopage, après des résultats sanguins plus que douteux sur son passeport biologique. S'il gagne tout, c'est forcément parce qu'il est dopé, répéteraient l'ensemble des participants, malgré son blanchiment par l'Union cycliste internationale (UCI).

Toutes les enquêtes d'opinion affichent ce genre de postulat : **95% des Français estiment que les sportifs se dopent** et 80% acceptent cette situation, affirmant qu'il serait vain de supprimer cette pratique. Concernant le Tour de France, un sondage de 2018 réalisé par l'**institut BVA** montre que 71% des Français interrogés n'ont pas confiance dans les autorités qui encadrent le cyclisme international pour garantir un tour «sans dopage» et seulement 27% se disent intéressés par la Grande Boucle, tous les autres se disant dépités par les scandales à répétition depuis les années 1990.

D'après les économistes **Jean-François Bourg et Jean-Jacques Gouquet**, cela serait «consubstantiel à la société capitaliste. [...] Il faut rendre le spectacle plus attrayant et sensationnel». Et certains vont même jusqu'à s'interroger: ne faudrait-il pas aujourd'hui considérer le dopage comme un complément naturel du sport et lui conférer un caractère normatif ? Les deux chercheurs estiment que «le dopage est pérennisé par la main invisible des institutions étatiques, sportives, médicales et médiatiques». Ils citent le célèbre Lance Armstrong, septuple vainqueur du

tour de France et reconnu coupable de dopage en 2012. Pour l'Américain, les sportives et les sportifs, ancrés dans une société de marché, seraient naturellement amenés à tricher, sans remords ni regrets. Pris par l'intérêt du jeu, du spectacle, de la performance et de ses retombées financières, ils tendraient naturellement à enfreindre les lois et à agir de manière « déviante ».

D'ailleurs, lorsque l'on regarde les études, on ne peut que s'inquiéter de ce phénomène. Entre 1992 et 1995, **des médecins américains ont suivi 198 sportives et sportifs de niveau mondial**, de façon anonyme, à travers une enquête bi-annuelle. Ils leur ont soumis le choix suivant :

1. vous ne vous dopez pas et vous ne gagnez aucune compétition ;
2. on vous fournit des substances dopantes avec la garantie de ne pas être contrôlé positif et de gagner toutes les compétitions pendant les cinq prochaines années. Mais, après cette période, des effets secondaires se feront sentir et vous risquerez une mort prématurée.

52% du panel a opté pour le choix numéro 2. Et si l'on retire la perspective d'une mort prématurée pour ne garder que les effets secondaires et de possibles victoires, 99% des sportifs accepteraient ce choix de bon cœur. Lorsqu'on sait que ce même questionnaire posé à un panel non-sportif donne 4% de réponses en faveur du choix numéro 2, on peut résolument remettre en cause les belles valeurs du sport.

Du cyclisme à l'athlétisme, ils n'en meurent pas tous mais tous seraient touchés. Le 9 novembre 2015, l'agence mondiale antidopage dévoile un immense scandale qui frappe la fédération internationale d'athlétisme : de nombreux sportifs ont volontairement, avec l'aide de l'organisation, caché des résultats positifs à l'usage de produits dopants. La Russie et le Kenya sont montrés du doigt. On reproche à ces pays d'avoir organisé institutionnellement le dopage dans l'athlétisme. Des sportifs vont même jusqu'à **affirmer** que « 99% des athlètes russes se dopent », que le pouvoir politique soutient délibérément ces pratiques déviantes dans un seul but symbolique : celui de la fierté nationale. Ces mêmes accusations ont fleuri lors de la Coupe du monde de football, avec la Sbornaïa, la sélection russe. Celle-ci, enchaînant des performances plus que correctes, éliminant l'Espagne et atteignant les quarts de finale de la compétition, malgré un statut d'*outsider*, classée 70^{ème} au classement FIFA, ne pouvait que s'être dopée. Cela devenait une évidence pour la presse et les réseaux sociaux.

Comment en est-on arrivé là ? Que le dopage soit avéré ou non, on associera toujours la triche avec le sport, on soupçonnera toujours le champion et on galvaudera son succès. Comment, malgré tous les scandales depuis les années 1990 et les évolutions en matière de dépistage, le dopage reste courant et banalisé ? N'existerait-il pas des solutions pérennes et adéquates pour lutter

efficacement contre la triche et annihiler définitivement ces comportements déviants et graves ? Ne devrions-nous enfin tenter des tactiques encore jamais utilisées ? Aller plus loin que ce qui se fait déjà ? Car force est de constater que cela ne marche pas et que, chaque saison, nous avons droit à un nouveau scandale sportif. Un passage par l'économie pourrait permettre de trouver des alternatives durables.

L'économisme dans le sport

D'après la théorie de l'agence, en microéconomie, l'agent rationnel prend ses décisions en fonction des actions d'un principal, son employeur. Il cherchera à satisfaire le plus possible l'utilité de son donneur d'ordre si et seulement si ce dernier lui accorde une rémunération répondant à ses attentes. De même, celui-ci acceptera le salaire demandé si l'agent satisfait ses objectifs de production. Pour réaliser le travail que je veux effectuer, je veux être payé à la hauteur de ma productivité supposée. Quant à mon patron, il me paye en sachant que je vais atteindre ses objectifs tout en essayant de réduire le plus possible ses coûts.

En d'autres termes, lors d'une négociation, il y a une application du théorème du minimax entre deux individus, le principal et l'agent : chacun souhaite optimiser son utilité (« gagner le plus d'argent » et « avoir la meilleure production ») sous contrainte des coûts (coût de production et coût d'opportunité, le coût de renonciation au choix alternatif), tout en considérant le choix optimisé de l'adversaire.

L'individu rationnel prend sa décision à la fois en fonction de ses propres considérations mais aussi (et surtout) en fonction des choix de l'autre agent. Dans le cas du dopage, le sportif optimisera ses gains sous contrainte des coûts de production (l'effort et le risque) aussi en observant les décisions du principal : est-ce que l'organisateur d'un événement sportif promet une prime de victoire importante ? Est-ce qu'il s'attend à voir du spectacle ? Est-ce qu'il met en place une forte politique antidopage ? Etc.

Ainsi, l'athlète se dope tant que le coût du dopage (le risque de se faire prendre, les sanctions mises en place mais aussi le coût d'opportunité) reste inférieur à l'avantage de se doper (gagner la prime de victoire, finir en tête, devenir une star, etc.). Et le coût est dépendant de l'action du principal, de l'organisateur : si les fédérations sportives ne combattent pas efficacement le dopage, le coût reste inférieur aux avantages, et les sportifs sont incités à se doper.

Une relation entre chaque individu

Mais ce n'est pas seulement à partir d'une relation « principal – agent » que le dopage peut être expliqué. Les sportifs prennent aussi leur décision en fonction de leur cohorte, pas en fonction des dirigeants.

Ici, la théorie des jeux, en économie, s'applique. C'est une analyse élaborée par Nicolas Elber, dans son article « Le dilemme du sportif ». Il réutilise le très célèbre dilemme du prisonnier, énoncé en 1950 par le mathématicien américain Tucker, qui met en avant l'absence d'optimum social lorsqu'aucune entente n'apparaît. Lorsque deux prisonniers suspectés d'un délit sont enfermés dans deux salles d'interrogatoire différentes, chacun va vouloir maximiser son utilité (minimiser sa peine de prison) en accusant l'autre. Résultat, les deux sont déclarés coupables. En théorie, ce dilemme cherchait à montrer l'échec de la philosophie économique classique, considérant que la somme des intérêts individuels aboutissait mécaniquement à l'optimum collectif : le tout serait réductible au jeu des parties. Au contraire, il faut négocier et collaborer, à échelle individuelle, plutôt que de ne penser qu'à sa propre situation égoïste et individualiste.

Ce qui n'est précisément pas le cas dans le sport. Ici, chaque athlète, chaque cycliste, chaque footballeur est directement mis en concurrence avec le reste de sa cohorte. Il n'y a ni collaboration ni entente. Chacun souhaite gagner et met tout en œuvre pour réaliser son objectif.

De cette façon, si un sportif se dope, tous les autres, apprenant cela, vont considérer que le déviant dispose d'un avantage absolu sur eux et vont tous être amenés à se doper. C'est une course à l'armement, il suffit qu'un seul cas soit recensé pour que tous les autres suivent. Prenez un peloton du Tour du France: si un coureur a pris des substances qui améliore ses performances sans que les organisateurs ne l'aient détecté, il sera en tête et capable de remporter l'étape. Toute la concurrence va alors tenter de combler son retard et va, à son tour, se lancer dans la consommation de produits dopants. Tant que les sanctions et les détections ne sont pas assez fortes, tout le monde se dope, c'est le chemin naturel de la société de marché en quête continue de performances.

Des sanctions à vie

Une possibilité, néanmoins, existe pour éviter ce genre de déviance. Si l'on fait confiance au raisonnement individualiste de chaque sportif, illustré par la théorie des jeux, on peut supprimer toute forme de tricherie.

L'idée ici est de considérer que chaque compétition propose un gain fixe proportionnel à sa place finale. Dans une course, un gain total est mis en jeu avec n participants. Le premier à 50% du total, le deuxième 25%, le troisième 10%, etc. **Remporter une étape du Tour de France**, par exemple, c'est 11 000 euros, le deuxième empoche moitié moins (5 500 euros), le troisième touche 2 800 euros, le quatrième 1 500 euros, etc. Si un sportif est déclaré dopé pendant ou après la compétition, il sera banni à vie par la fédération et le partage économique sera bouleversé. Toujours un gain à se partager, mais non plus cette fois entre n personnes mais entre $n-1$ personnes.

Chaque individu rationnel devra donc se dire, pour maximiser ses gains économiques, qu'il suffirait d'attendre qu'un concurrent triche, et le nouveau partage se fera à son avantage. Pour cela, il faudrait supposer que seuls le gain et la victoire économique priment, avant la fierté intrinsèque. On privilégierait les rémunérations extrinsèques avant la renommée et la gloire. Si tout le monde pense comme cela, personne ne se dope et la triche disparaît du sport.

Globalement, si l'on veut lutter efficacement contre ce fléau, il faut des sanctions lourdes et sévères, bien supérieures aux gains que pourraient apporter les victoires du dopage : des sanctions à vie, des amendes importantes, une pression des pairs et une honte sociale, souvent très douloureuse. Seulement, tout cela ne concerne que le domaine du sport professionnel, rémunéré et médiatisé. Comment expliquer la présence du dopage dans des secteurs tout à fait différents, où la notoriété, le symbolisme et la rémunération ne priment pas ?

Un choix de société

Le fléau du dopage appelle des sanctions sévères, mais il oblige aussi à s'inquiéter pour la société qui suscite de tels comportements. Le sportif dopé cache en réalité la forêt d'une société elle-même dopée.

Dans cette quête continue de la performance, les conduites dopantes se retrouvent aussi bien chez les sportifs que chez les non-sportifs. Si la France est un pays dont la productivité horaire compte parmi les plus élevées au monde, elle caracole aussi en tête pour la consommation de psychotropes.

On estime que plus de 20 millions d'actifs en poste ou au chômage (sur 29 millions selon l'Insee), pour « tenir au travail », font usage de traitements, licites ou illicites, comme la prise de cocaïne chez les traders et les communicants, d'amphétamines parmi les artistes, d'alcool ou de cannabis chez les plus jeunes, etc. Si le sportif est responsable de la prise de produits dopants, le dopage est un problème plus général, sociétal et même politique.

Ne sommes-nous pas dès lors prompts à faire payer aux sportifs les dérives de notre propre époque ? À nous satisfaire, quelque part, que les projecteurs et les invectives soient braqués sur la « petite reine », pour éviter au reste du pays de s'interroger sur son rapport au dopage ?

Nous reprochons aux sportifs de tricher, et c'est normal. Mais nous leur demandons également d'être exceptionnels, de battre des records et de réaliser des exploits. Comme si la machine humaine pouvait y parvenir seule, sans aide extérieure. Un coureur kenyan s'entraîne trois fois par jours, sept jours sur sept et court quelque 10 000 km/an. Un nageur parcourt plus de 10 km par jour dans l'eau, en multipliant inlassablement les longueurs dans des piscines de 50 mètres de long. Un rugbyman enchaîne les séances de préparation physique, de musculation, de travail tactique, de stratégie, et multiplie considérablement les risques de blessures physiques et psychologiques. Cette surcharge d'entraînement et le manque de récupération peuvent être compensés par la prise de produits.

Alors « tous coupables » ? Non, il faudrait aussi considérer certains sportives et sportifs comme victimes d'un système qui les oblige à réussir, à se maintenir à la hauteur, sans répit. « Le dopé est davantage victime qu'acteur autonome », comme l'indiquent [Jean-François Bourg et Jean-Jacques Gouquet](#). Que l'on nous comprenne bien, il ne s'agit pas de transiger avec la responsabilité individuelle des sportifs, mais de comprendre que les enjeux politiques, financiers, économiques et médiatiques constituent des environnements propices au dopage auxquels il est difficile de résister, surtout si l'on vient d'un milieu défavorisé.

Des chercheurs français ont récemment estimé que l'heure des limites physiologiques et du plafonnement des performances est arrivée. Le réchauffement climatique et les dégradations de l'environnement pourraient selon eux contribuer à ce déclin. L'étude fait le lien, par exemple, entre réchauffement climatique et stagnation des records. Pour Adrien Marck, chercheur à l'Institut de recherche biomédicale et d'épidémiologie du sport (Irmes), « il existe une température optimale pour réaliser une perf' maximale. Autour de 12°C, notamment, pour le marathon. Une hausse des températures affecte ainsi toutes les performances ». La sédentarité et la « malbouffe » ont aussi un impact sur nos capacités.

Faudra-t-il dès lors s'engager dans la chirurgie réparatrice de prévention ? Dans le dopage génétique ? Pour le moment, la refonte de la totalité des 23 000 gènes humains paraît illusoire, tout comme la compréhension de leurs interactions avec l'environnement pour augmenter nos performances. Mais ne soyons pas naïfs : certains apprentis sorciers sont déjà en train de jouer avec le feu, imaginant le transhumanisme comme le nouvel eldorado du dopage sportif. Le débat sera éthique ; nos sociétés y sont-elles préparées ?

L'avenir

À notre échelle, et selon notre propre réflexion, nous admettons et acceptons, au même titre d'un certain nombre d'observateurs, dont les spécialistes Jean-François Bourg et Jean-Jacques Gouguet, que le dopage est « consubstantiel à la société capitaliste », que la quête continue et indéfectible de performances amène inévitablement à la triche et à la déviance, dans le sport professionnel comme dans n'importe quel autre secteur d'activité.

Il faut donc, et cela nous apparaît comme une nécessité, imposer des mesures extrêmement fortes en matière de répression – sanction à vie, durcissement des sanctions financières et non-financières – et soutenir, dès la petite enfance, l'éducation et la culture vers des comportements acceptables et éthiques, renforcer la solidarité, la collaboration, la confiance, l'altruisme et l'entraide. C'est un travail directement auprès des instances, des fédérations, des clubs mais aussi de l'école et des réseaux de socialisation primaire. Sans cela, le dopage continuera et persistera *ad vitam aeternam*.